Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 108 (1963)
Heft: 12

Vorwort: Éditorial : la situation internationale
Autor: R.M.

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 21.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

108e année No 12 Décembre 1963

REVUE MILITAIRE SUISSE

Rédaction-Direction: Colonel-brigadier **Roger Masson**
Rédacteur-Adjoint: Colonel EMG **Georges Rapp**
Administration: Lt-colonel **Ernest Büetiger**
Editeurs et expédition: Imprimeries Réunies S.A., av. de la Gare 33, Lausanne
(Tél. 23 36 33 — Chèq. post. II 5209)
Annonces: Publicitas S.A., succursale, rue Centrale 15, Lausanne

ABONNEMENT: **Suisse:** 1 an Fr. 14.—; 6 mois Fr. 8.—
Etranger: 1 an Fr. 17.—; 6 mois Fr. 9.—

Prix du numéro: Fr. 1.50

Editorial

La situation internationale

Si 1963 a été une année de catastrophes de toute nature: tremblements de terre, inondations, vastes incendies de forêts, drames de la mine, graves accidents sur terre et dans les airs, devant lesquelles le génie de l'homme est demeuré impuissant, se contentant d'en limiter les dégâts et de sauver un minimum de vies humaines, les conquêtes de la science ont suivi leur courbe ascendante. Dans tous les domaines, ce qu'on est convenu de nommer « le progrès » est en marche et cette évolution est irréversible.

En politique internationale, une certaine détente est intervenue à la suite de l'affaire de Cuba, grâce à la ferme attitude du regretté président Kennedy et aussi, pourquoi ne pas le dire, à la « compréhension » de Khrouchtchev, plus souple, plus intelligent et plus humain que Staline. Sans doute la terrible menace de la bombe atomique a-t-elle agi dans le sens de la « dissuasion » mais ce n'est là qu'un aspect négatif du problème de la guerre ou de la paix. Aussi longtemps que le maintien de la paix ne doit exclusivement dépendre que de la seule crainte

de la guerre — les armements demeurant ce qu'ils sont — la question de l'avenir de l'humanité ne sera pas définitivement résolue. Car il suffira d'un fou puissant (on l'a vu en 1939) ou plus simplement d'un malade illuminé par sa vision d'une mission sacrée pour déclencher la fin du monde. Or, ce monde veut la paix et c'est bien parce que John Kennedy symbolisait cet idéal que fut rendu à sa mémoire l'hommage unanime et reconnaissant de tous les hommes de bonne volonté.

Cependant si l'année 1963 semble connaître la fin de la guerre coloniale, notamment en Afrique du Nord (encore qu'il faille relever, entre indigènes, le stupide conflit algéro-marocain où l'on s'est battu pour une frontière inexistante) et une certaine diminution de la menace atomique consécutive à la signature du « Traité de Moscou », il n'en reste pas moins que, sur le plan politique et militaire, les deux blocs antagonistes Est et Ouest demeurent face à face dans une attitude dont la méfiance n'est pas totalement exclue. Les armées des pays satellites continuent à s'entraîner dans le cadre du « Pacte de Varsovie » et celles des nations libres dans celui de l'OTAN. La « Conférence du désarmement » dont le nombre des séances à Genève est devenu impressionnant, tourne en rond; ses efforts ont été jusqu'à ce jour inopérants. En résumé, il faut bien constater qu'aucun Etat, de quelque importance qu'il soit, n'a ni désarmé ni même diminué le potentiel de ses forces armées. Bien au contraire, depuis la fin de la 2e guerre mondiale, la puissance militaire des deux blocs n'a cessé d'être renforcée par l'apport d'engins toujours plus perfectionnés. Et, bien entendu, les pays neutres n'ont pas échappé à cette évolution.

La fameuse « détente » demeure-t-elle alors d'ordre strictement politique puisque, pour l'heure, elle ne s'exprime pas par des mesures de désarmement. Certes, ce serait déjà une précieuse garantie de stabilité, car ce sont essentiellement les arguments politiques qui mettent en mouvement les armées, lesquelles n'ont aucune raison d'intervenir aussi longtemps que le calme règne. Cette détente résulte-t-elle de la certitude qu'ont acquise les gouvernements et les peuples que toute guerre entre-

prise avec les moyens actuellement disponibles anéantirait l'humanité? Ou finalement est-elle la manifestation de cette formule « passe-partout » que d'habiles diplomates ont glissée dans la fissure des deux blocs politiquement cristallisés : la coexistence pacifique? *Là, nous sommes conscient de tomber dans un domaine plein de nuances et aussi d'impondérables. Certes la « coexistence pacifique », même si elle résulte d'un compromis plus ou moins obscur, vaut mieux que la guerre et La Palice serait le dernier à nous démentir. A la condition qu'elle ne consacre pas définitivement un « statu quo » boiteux résultant précisément de guerres antérieures et qui pourrait contenir en germe des conflits futurs. Ce n'est pas à nous à trancher cet épineux débat ni de jouer ici le prophète de mauvais augure. Mais on peut se poser la question !*

Notamment à propos de l'Allemagne dont la défaite, en 1945, ne met pas seulement fin à la 2e guerre mondiale, mais inaugure, par l'éclatement inattendu de l'alliance des anciens vainqueurs, un nouveau régime de coalitions politico-militaires. La « capitulation sans conditions » imposée au IIIe Reich plonge ce pays dans la confusion politique que l'on sait. Et son occupation, pendant des années, par des armées de quatre puissances étrangères va permettre aux Russes, à l'image de ce qu'ils ont fait dans les pays aujourd'hui « satellites », d'implanter le communisme dans la zone relevant de leur autorité. L'Allemagne est pratiquement coupée en deux parties est et ouest, ayant chacune son propre gouvernement. La création d'une nombreuse police dite « populaire » (les « Vopos » = Volkspolizei) dont certains éléments sont « encasernés » et disposent d'armes lourdes et de chars pour le maintien de l'ordre, puis la mise sur pied d'une puissante armée du type soviétique consolident le régime de Pankow. Le « rideau de fer » et le « mur de Berlin » symbolisent et matérialisent le démembrement de l'ancien empire germanique. Dès lors la méfiance s'installe entre les anciens alliés. Nous l'avons dit : pour parer à toute menace venant de l'Est, les Etats-Unis et leurs partenaires de l'Europe occidentale créent l'OTAN, organisation destinée à conjuguer leurs efforts en

vue d'une action militaire commune. Vers le même temps, les Russes répondent par le « Pacte de Varsovie » où figurent les pays satellites ayant, ou croyant avoir, une identique vocation communiste, y compris naturellement l'Allemagne de l'Est. A la guerre de 39-45 qui a pour résultat la destruction des régimes national-socialiste et fasciste succède, avec des périodes d'accalmie et de tension internationales ce qu'on nomme encore aujourd'hui la « guerre politique » où s'affrontent le communisme et le capitalisme.

Les Coréens, qui sont un peuple uni par des traditions séculaires, de même langue et de même religion, sont séparés en deux camps hostiles le long d'un « parallèle », frontière idéologique aussi conventionnelle et fictive que celle qui coupe en deux les populations de l'Indo-Chine. Qu'est devenu le Tibet, ce sanctuaire religieux abrité par ses hautes montagnes, sinon une province communiste de la Chine rouge? Et, pour parler d'événements moins récents, à qui fera-t-on croire que les pays baltes (Estonie, Lettonie, Lithuanie), indépendants avant 1939, n'aient attendu que le moment d'être rattachés à l'immense et diverse Union soviétique?

La situation politique générale va-t-elle donc se modifier dans le climat de la « détente » est-ouest et s'infléchir vers une paix durable? Ou bien les révoltes de Poznan, de Berlin-Est, et de Budapest, la fuite vers l'Ouest de milliers d'Allemands franchissant le « rideau de fer » au péril de leur vie, ces manifestations d'indépendance et de liberté peuvent-elles se renouveler? Et si certaines d'entre elles devaient réapparaître, serait-ce l'indice précurseur que, dans plusieurs pays, la « coexistence pacifique » ne saurait être admise sans que certains comptes n'aient été, au préalable, définitivement réglés? Précisons, par souci d'objectivité et de vérité historique, que de tels troubles, dont on ne peut nier qu'ils s'apparentent à la « guerre civile », remontent à plusieurs années, que la plupart d'entre eux ressortissent au monde communiste et que, vus de l'extérieur, ils ne sauraient en principe affecter les relations est-ouest. Sauf, aujourd'hui encore, le cas de l'Allemagne dont les Alliés envisagent

la réunification et que les Russes, avec l'assentiment du gouvernement de Pankow, refusent. Il s'agit là d'un problème international relevant de la « Conférence de Potsdam » (1945) et demeuré, à notre sens, le plus grave de ce temps, sa solution paraissant difficile. Car s'il semble logique d'admettre que la création d'un glacis, meublé par les satellites et leurs armées, réponde aux préoccupations stratégiques de Moscou et constitue une mesure de sécurité face au danger d'une renaissance militaire allemande, il est non moins raisonnable de comprendre qu'un grand peuple, qui a déjà payé durement la rançon de sa défaite, soit réfractaire au maintien du partage artificiel de son territoire.

Certes, la Russie ne veut pas la guerre. Ses maîtres savent aussi que personne, surtout pas les Américains qui doivent être lassés de venir périodiquement au secours de l'Occident, n'attaquera l'immense Union soviétique où Napoléon et Hitler se sont déjà profondément embourbés. Il ne s'agit du reste plus aujourd'hui de conquêtes territoriales, Staline s'étant largement servi, à la faveur de la guerre, en Pologne et dans les pays baltes, puis les Polonais, à leur tour, en Allemagne. La notion de « l'espace vital », dont l'application provoqua tant d'aventures guerrières, semble avoir disparu, sauf peut-être pour la Chine dans son actuel conflit avec l'Inde, qu'on appelle par euphémisme une « rectification de frontière ». Mais si le Kremlin paraît avoir abandonné l'idée d'un conflit armé, qui ne saurait être d'aucune façon dans son intérêt, il n'a pas renoncé, pour autant, à son projet, immuable et permanent, d'implanter le communisme dans le monde. Khrouchtchev l'a réaffirmé en précisant que la guerre n'est pas nécessaire pour réaliser cet objectif politique. Ce qui souligne un autre aspect du drame de ce temps où sont également confrontés les deux blocs Est et Ouest. Le danger d'une « guerre militaire » (si on peut employer ce pléonasme) a fait place à celui d'un affrontement idéologique et doctrinaire où les armes classiques et traditionnelles sont remplacées par la propagande, l'intoxication collective des esprits, le noyautage et la subversion, en un mot par la tactique révolutionnaire. Le champ de bataille de cet

engagement n'a plus de limites topographiques ou géographiques déterminées; c'est le monde entier qui doit être submergé, avec la complicité des communistes de chaque pays.

Mais comme notre revue militaire n'a pas coutume d'aborder des problèmes essentiellement politiques ni de se poser en arbitre de telles controverses, disons en toute objectivité que dans les pays où le régime communiste est la manifestation d'une volonté populaire librement exprimée, nous n'avons pas à le discuter. A la condition, toutefois, que les nations qui sont réfractaires à un tel système social aient également le droit de le refuser. Il importe aussi de souligner que la confusion politique qui règne encore sur le plan international, notamment en ce qui concerne l'Allemagne, est due, pour une grande part, aux décisions prises lors de la "Conférence de Yalta" (1945) et que ce n'est pas Khrouchtchev, mais l'impitoyable Staline qui en est essentiellement responsable. Tout cela n'a rien à voir avec la sympathie et l'estime qu'on peut porter au peuple russe, vaillant dans l'épreuve de la guerre et travailleur dans la paix.

Ce résumé serait incomplet si nous ne rappelions pas la tension sino-russe où d'aucuns voient une des causes de la détente ou d'un certain rapprochement entre Moscou et Washington. Il apparaît, en effet que, pour le moment, les Russes et les Chinois (ces derniers puissamment épaulés par leur alliée lilliputienne l'Albanie) unis face à l'extérieur par un même objectif politique: le communisme mondial, diffèrent sur les modalités de sa réalisation. Le Kremlin veut l'atteindre, sans guerre, par une infiltration pacifique dans les pays libres; Pékin désire l'emploi de la force. Mais, sans entrer dans les coulisses de ce divorce, plus intellectuel que sentimental, il faut se souvenir que, notamment dans les pays de l'Est, ce sont quelques hommes de gouvernement qui impriment à l'opinion publique leurs propres conceptions. Et ce n'est certes pas le malheureux Chinois de la rue qui, apprenant l'assassinat du grand président Kennedy, a inventé « que c'était l'homme le plus méchant du monde ». La situation peut donc évoluer avec les chefs du moment. Khrouchtchev n'est plus Staline, mais peut-être que des réactionnaires

le guettent. Et lorsque Mao et quelques autres doctrinaires inflexibles auront quitté la scène internationale, il n'est pas invraisemblable que l'attitude de la Chine sera moins rigide? Pour peu, naturellement, que son niveau de vie s'améliore. Pour l'heure, il est malaisé de déterminer le sens exact dans lequel va s'orienter ce conflit de principe. Nous risquerions aussi de jouer sur les mots.

Il y aurait un chapitre pittoresque et émouvant à écrire sur la valeur et le sens précis du vocabulaire politique et sur les slogans qui en sont l'ornement indispensable. Nous avons atteint un âge assez avancé, mais nous ne savons pas encore ce que signifie exactement la « dictature du prolétariat ». Pourquoi les Russes nomment-ils les Américains des « impérialistes » alors qu'ils sont démocrates ou républicains et les Américains parlent-ils de « l'empire soviétique » alors qu'il est peuplé d'ouvriers et de paysans et qu'ils n'ont pas d'empereur? Pour quelle raison l'Allemagne de l'Est est-elle « démocratique » alors qu'elle est communiste? Demandez à un Vaudois la différence qui existe entre un radical, un libéral, un agrarien, un social-chrétien et un conservateur, tous réunis sous le signe de l'arbalète de Guillaume Tell et instinctivement poussés en avant par « l'amour des lois »? Si sa réponse est juste, qu'il aille sans retard faire pâlir les concurrents de « La roue tourne » de la télévision française ou s'annoncer à Pierre Sabbagh pour son « Homme du XXe siècle »! En France, en Italie, l'éventail des partis est encore plus impressionnant. Entre les deux extrêmes, les royalistes et les communistes, il y a l'aile droite, le centre droit, le centre strictement au milieu, le centre gauche, l'aile gauche, sans compter d'autres fractions intermédiaires. Une « ouverture à gauche » suscite automatiquement la « fermeture à droite » et vice versa. Si la Patrie était en danger, on pourrait peut-être s'entendre et s'unir. Le malheur est que, le pays n'étant pas menacé, tous les partis ont le temps de se battre entre eux sous prétexte de le sauver. Pour en revenir plus étroitement à notre exposé, pourquoi suffit-il de tracer sur le terrain une ligne fictive nord-sud (le « rideau de fer ») pour que

tous les hommes qui, un beau matin, se réveillent subitement à l'est de cette démarcation soient de braves communistes et ceux qui sont à l'ouest d'horribles bourgeois endimanchés? Même remarque pour ces fameux « parallèles » en Corée et en Indo-Chine qui séparent des populations de même race qu'on traite exactement comme on distingue, dans les wagons de chemins de fer, les fumeurs des non-fumeurs ou, dans certains restaurants, les alcooliques des abstinents alors que tous ces gens ont un visage et un sourire identiques. A vrai dire, nous vivons à une époque où, à tour de bras et à coups de salive, on colle des étiquettes alléchantes sur des pots de confiture dont on ignore le contenu. « Voulez-vous frapper les foules, jettez-leur des paroles vagues dans des formules précises », disait Paul Chaponnière. Tout cela est proprement idiot et le regretté président Edouard Herriot a eu raison de noter, dans ses « Souvenirs »: « Je lis sur une enseigne du vieux Nice: Restaurant ouvrier. Cuisine bourgeoise. *C'est bien là le programme de certains de mes amis socialistes ». Mais arrêtons ici cette petite digression qui nous a échappé par la tangente, mais qui nous aura au minimum permis d'aérer quelque peu cet exposé.*

Car il est temps de conclure: — Détente internationale sensible, mais d'ordre essentiellement psychologique, notamment entre Moscou et Washington — Maintien et même renforcement de leur puissance militaire dans le cadre du « Pacte de Varsovie » et dans celui de l'OTAN — Traité de Moscou: un pas vers la limitation des essais nucléaires, mais la France n'y a pas souscrit; heureusement que la Suisse, qui n'a aucune bombe atomique l'a fait, ce qui a beaucoup impressionné le monde — Conférence du désarmement: aucun résultat — Chine: réfractaire à tout compromis avec l'Occident: elle envisage, contrairement à l'Union soviétique, la diffusion du communisme dans tous les peuples par la force — Coexistence pacifique: formule inopérante aussi longtemps que subsistent des frictions à l'intérieur de certains pays et, sur le plan international, que la question de l'Allemagne (réunification et frontière Oder-Neisse) ne sera pas résolue.

Ce n'est certes pas une raison de désespérer de l'avenir des peuples, mais il n'était sans doute pas inutile de préciser les servitudes qui pèsent encore sur le monde. Comme dit un proverbe arabe: « Ceux qui ne se souviennent pas du passé, sont condamnés à le revivre ».

Rédaction: R. M.

Mes Mémoires [1]

Le grand écrivain qu'est Gonzague de Reynold a fait paraître, il y a quelques mois, le tome III de ses *Mémoires*. Le premier volume de cette imposante trilogie nous raconte son enfance, sa vie familiale, le milieu fribourgeois de sa jeunesse. Et déjà se dégage, en se précisant, sa vocation d'historien et de poète. Il y peint la fresque colorée des soldats suisses au service des rois de France, la Révolution française, le 10 août, l'invasion de 1798 et ses conséquences, retrace l'histoire de la Suisse, de 1830 à 1848, la guerre du Sonderbund, événements auxquels son esprit original, sa plume alerte et une riche documentation inédite donnent un relief particulier.

Le deuxième volume nous fait assister à l'évolution de sa formation intellectuelle: il nous parle des maîtres qui ont dirigé ses études et orienté ses recherches à Paris et Fribourg-en-Brisgau, de ses premiers essais, de ses débuts dans la carrière d'écrivain. Et, enfin, de la découverte qu'il fait, par ses voyages, d'un monde à la mesure de sa soif de connaissance et de culture. On le voit prendre conscience de sa personnalité et de ce qu'on peut bien appeler sa mission.

Ces brèves notations ne sauraient résumer la valeur de deux ouvrages dont il est du reste malaisé de faire la synthèse tant sont abondants et variés les souvenirs évoqués, fréquemment illustrés de pittoresques anecdotes. Aussi bien, ne s'agit-il pas ici d'un traité d'histoire, mais plus humainement d'une vie toute entière consacrée à un idéal. Cependant, le peu que nous venons de rappeler peut nous servir d'introduction.

* * *

---

[1] *Mes Mémoires* (tome III) par Gonzague de Reynold. Editions Générales, Genève.